L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 29 FEVRIER.

Législature de la Louisiane.

Lundi, 28 février 1876.

SÉNAT.

Le Sénat se réunit à 10 heures du matin. Il siége immédiatement à huis clos, après quoi Mr. Grover présente un mémoire de citoyens de la Nouvelle-Orléans demandant l'adoption du bill du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique—mémoire, dit-il, qui est signé de personnes possédant soixante millions de piastres.—Un mémoire propose que le bill soit pris en considération; sa motion est repoussée.

Le Sénat siége encore à huis clos.

La séance secrète ayant été levée, Mr. Blantoffes propose résolution (des deux Chambres) qui alloue $20,000 pour l'amélioration de la rivière aux Cannes.

M. Robertson présente la résolution suivante:

Attendu que le gouverneur de l'Etat a lancé une proclamation datée du 25 février 1876 et convoquant une session extraordinaire du Sénat à partir de l'expiration de la session de l'Assemblée générale;

Attendu qu'il n'a que le pouvoir (accordé par l'article 64 de la Constitution) de convoquer l'Assemblée générale dans des circonstances extraordinaires;

Attendu qu'une chambre de l'assemblée générale ne constitue pas à elle seule l'assemblée générale, d'après la Constitution, et que la proclamation est usurpatrice et inconstitutionnelle;

Il est résolu que le Sénat n'obéira pas à la proclamation car elle viole les prérogatives de l'assemblée générale et mérite la condamnation du Sénat.

Mr Robertson dit que la Chambre n'a pas l'intention de faire une révolution; il espère que le Sénat agira comme elle et se conformera à la loi. Une motion de déposer la résolution sur le bureau est adoptée. Mr Burch demande qu'elle ne figure pas dans le compte-rendu de la séance et après un discours de Mr White, le Sénat, par un vote de parti, adopte la motion de Mr Burch.

Le bill du chemin de fer de la Nlle Orléans et du Pacifique est appelé. La motion de l'adopter à la seconde lecture est rejetée par un vote de 18 contre 17. Le Sénat repousse par un vote de 21 contre 14, une motion de Mr Robertson qui voulait que le vote fut reconsidéré.

Le Sénat siége encore à huis clos.

Les portes étant ouvertes, le bill du chemin de fer est pris de nouveau en considération. Mr. Ogden qualifie "d'infâme" la législation à laquelle on a recours à l'égard de ce bill. Mr. Eustis s'oppose au bill parce que, dit-il, il n'y est pas stipulé que le chemin sera construit même après que la taxe aura été prélevée et que le montant en aura été remis aux directeurs. Le peuple, ajoute Mr. Eustis, n'a pas de garanties suffisantes qu'on fera de la somme un usage convenable, même si les directeurs sont les citoyens respectables. Le bill n'a jamais été lu à la chambre. Tous les amendements offerts sont repoussés. Une motion d'adopter le bill à sa seconde lecture, prévaut par un vote de 20 contre 13.

Le bill de la Chambre abolissant la charte de la compagnie de la loterie de la Louisiane est référé au comité judiciaire.

Le bill de la Chambre, autorisant les juris de police des paroisses à soumettre au vote de ces paroisses la question de souscription au chemin de fer de la Nlle-Orléans et du Pacifique, est appelé et, au milieu de la discussion, les portes se ferment de nouveau et une autre séance secrète commence.

A 6 heures, elle est levée et le comité chargé par la Chambre de la mise en accusation du gouverneur se présente à la barre du Sénat et annonce *l'impeachment* de Mr Kellogg.

Le comité s'étant retiré, la résolution suivante est offerte:

"Attendu que la Chambre a mis W. P. Kellogg en accusation, il est résolu que le Sénat se constitue en haute cour, que le juge président de la Cour suprême en soit averti et appelé à présider le tribunal. La résolution est adoptée.

Mr Burch propose une résolution qui nomme un comité de cinq membres qui devront rédiger les réglements pour la gouverne de la cour.

Mr Robertson fait observer au Sénat que Mr Antoine n'est plus son président, qu'il est gouverneur, Mr Kellogg ayant été mis en accusation par la Chambre qu'il faut procéder à l'élection d'un président. Mr Robertson lit la Constitution et la loi relativement à la question. Le président décide contre Mr Robertson.

Le Sénat se constitue en cour d'*impeachment*; le juge président de la Cour Suprême prête serment entre les mains du juge Taliaferro, qui fait ensuite prêter serment aux sénateurs. MM. Ray, Dibble et Léonard, défenseurs de M. Kellogg, annoncent qu'ils viennent représenter l'accusé. M. Dibble dit que son client est prêt et demande que la séance soit ouverte sur le champ.

Sur motion de Mr Twitchell, le Sénat se constitue en cour d'*impeachment*, et le président est prié d'en avertir le juge-président.

M. Robertson fait encore observer que le lieutenant-gouverneur ne peut pas présider le Sénat, attendu que la mise en accusation du gouverneur et la communication du fait par la Chambre entraînent la suspension du gouverneur que le lieutenant gouverneur est appelé, dès ce moment, à remplir les fonctions de gouverneur de l'Etat.

Le président décide contre Mr Robertson.

Mr Twitchell fait la motion que le secrétaire annonce à la Chambre que le Sénat est organisé en cour d'*impeachment*, qu'il est prêt à recevoir le comité d'accusation de la Chambre et que ce comité est requis de soumettre ses accusations aujourd'hui même, à sept heures du soir. Mr White propose d'entendre les accusations à partir de mercredi, à midi.

Mr Twitchell demande que la motion soit déposée sur le bureau. Mr. White déclare qu'il n'y a pas de réglements pour la gouverne de la cour. Une longue discussion s'engage à ce sujet. Mr. Robertson soutient que la cour n'a pas adopté de réglements. Mr. Twitchell demande l'adoption de ceux du Sénat. On demande la lecture des "minutes" qui indiquent que les réglements ont été adoptés; Mr. Robertson déclare que les "minutes" sont inexactes et que la déclaration de l'adoption des réglements est absolument fausse.

Lecture est donnée des réglements M. White se voit refuser le droit de faire enregistrer sa protestation.

M. Robertson propose son accusation que le procès-verbal du secrétaire est entièrement exact dans son assertion que le réglement a été adopté.

M. White renouvelle sa motion de substituer mercredi midi au lieu de 7 heures du soir. Mr. Twitchell propose encore de repousser la motion sur le bureau.

M. White propose que les portes soient fermées pour la discussion. Rejeté par 19 oui contre 18 non.

La proposition de déposer sa motion est adoptée.

L'appel nominal est demandé sur l'adoption de l'ordre primitif et donne 23 oui contre 9 non.

Le secrétaire commence à exécuter ses instructions. M. Blackburn fait la motion de reconsidérer le vote adoptant le réglement. M. Grover propose comme substitut que la portion du procès-verbal portant que le réglement a été adopté soit effacée. Les deux motions son rejetées.

Le secrétaire revient et annonce qu'il frappe à la porte de la Chambre des représentants, mais qu'il a trouvé la porte fermée et la trouve tournée.

M. Eustis propose qu'en considération de l'ajournement de la Chambre sans que le Sénat l'ait avisé de la nomination d'un bureau de commissaires, on ait reçu les griefs d'accusation, et attendu que la cour ne sait rien du sujet, aucune résolution tendant à un ordre de condamnation ou d'acquittement ne soit admise.

Rejeté par 20 noes contre 8 ouis.

Une motion d'ajourner jusqu'à mercredi faite par Mr. White est rejetée par 21 contre 8.

Une motion pour suspendre la séance une demi-heure est adoptée.

Les portes étant rouvertes, le Sénat sur la motion de Mr. Burch procède à l'élection d'un président *pro tem*. Sont nommés MM. Robertson, Dumont et Anderson. Ce dernier est élu par 25 voix contre 9 données à Robertson et 1 à Dumont. M. Anderson étant au fauteuil, le secrétaire le déclare élu.

Le bill de la Chambre 486 sur les obligations de l'Etat est indéfiniment renvoyé, et pendant la discussion sur le bill autorisant les paroisses à se taxer pour le chemin de fer du Pacifique, le Sénat se referme en Cour de justice.

L'un des avocats de Kellogg, M. Dibble demande la déchirge de son client sous le champion de l'usurpateur ne provoquent délibérément des désordres. Tous, démocrates et conservateurs, nous sommes pour la cause de la paix et de la concorde. Notre unique souci est de venger la constitution outragée et les lois foulées aux pieds. Le serment que nous avons prêté nous en fait un devoir.

M. Wiltz passe au compromis Wheeler. Il rappelle qu'il s'est vivement opposé à ce compromis, mais quand la transaction a été enfin acceptée de part et d'autre, il l'a scrupuleusement respectée. Personne n'a songé à y porter atteinte, et ce n'est que lorsque le rapport du comité Aldigé a eu révélé d'odieuses manœuvres que nous nous sommes dressés du compromis se sont ligués pour poursuivre et châtier le crime.

Quand l'auditeur Clinton a été traduit devant la Cour Criminelle Supérieure pour des fautes de charge à lui portée, qu'a fait M. Kellogg? Le comité-Aldigé nous l'apprend. Le gouverneur a mandé en sa présence M. Branghn, le juge de la Cour Criminelle Supérieure, et lui a dit qu'il fallait qu'il arrangeat de manière à faire acquitter Clinton. M. Braughn, n'ayant pas voulu prendre cet engagement, a été destitué et M. Steele nommé à sa place, quoique ce dernier ne résidât pas dans la paroisse d'Orléans. M. Steele était alors assistant avocat-général, et il avait publié une lettre dans laquelle il refusait son concours à l'avocat-général pour la poursuite de M. Clinton, qu'il déclarait d'avance innocent. Il devait donc servir admirablement les projets du gouverneur, et c'est à son servilisme qu'il doit d'avoir été porté à la magistrature de la Cour criminelle supérieure.

Ce n'est pas tout. Kellogg, depuis que la Législature siége, a rempli l'édifice d'agents de police qu'il a détournés de l'exercice habituel de leurs fonctions pour s'en faire une sorte de garde prétorienne. A-t-on jamais entendu dire qu'un gouverneur en Louisiane, alt-on besoin de la force pour le protéger? Mais nous ne sommes plus malheureusement au temps des White, des Roman, des Monton, des Johnson et des Walker. C'est un traître et un usurpateur qui préside aujourd'hui aux destinées de la pauvre Louisiane. Un honnête homme, exerçant des fonctions publiques, ne recule pas devant une enquête; il la sollicite, au contraire, dans l'intérêt de son honneur et pour faire briller son innocence.

M. Wiltz termine en disant qu'il faut que la session de la Chambre se continue pendant le procès de M. Kellogg. Les précédents et la logique le veulent ainsi. Le comité-directeur doit faire tous les jours un rapport à la Chambre et recevoir d'elle des instructions. Il se peut aussi que dans le cours du procès il se produise des témoignages qui ajoutent aux griefs déjà connus, et comment de nouveaux chefs d'accusation seront officiels parvenus au Sénat si la Chambre ne siégeait pas?

M. Wiltz, relevant l'accusation de déloyauté articulée contre lui à propos de la mise en accusation de M. Kellogg, s'adresse aux représentants de la Chambre et l'adjure de déclarer si, au contraire, il ne s'est pas toujours montré parfaitement loyal et s'il s'est jamais écarté des règles de la courtoisie envers ses collègues républicains.

M. Hahn répond que M. Wiltz s'est toujours montré généreux, juste et loyal.

M. Levisse, membre républicain du comité d'impeachment, auquel M. Wilz s'adresse à son tour, tient le même langage que M. Hahn.

M. Matthews, de Tensas, proteste contre l'interprétation qu'on a prêtée à ses paroles samedi dernier. Il n'a pas dit que les républicains se portaient à des actes de violence. Au contraire, républicains et démocrates s'imposent une taxe spéciale pour le chemin de fer du Pacifique, après un long débat, est déposé à la troisième lecture et le Sénat s'ajourne à mercredi à neuf heures et demie.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre se réunit à dix heures vingt minutes.

M. Matthews propose de reconsidérer le vote par lequel le réglement a été suspendu, samedi, pour permettre de prendre en considération le rapport du comité chargé de l'enquête au sujet de Kellogg. Cette proposition est repoussée par 56 voix contre 40.

L'ordre spécial du jour est ajourné, et M. Wiltz demande la prise en considération du rapport du comité chargé de l'enquête au sujet de Kellogg.

M. Levisse demande l'adoption du rapport de la minorité. M. Wiltz en demande le dépôt sur le bureau et sa motion prévaut par 58 voix contre 43.

M. Wiltz demande l'adoption du rapport de la majorité.

M. Levisse prend la parole. Il dit que le mode de procéder relatif à *l'empeachment* n'a pas été observé par la chambre. Il cite l'article 1739 des statuts révisés. Le membre qui a formulé les accusations n'a pas présenté de mémoire; d'un autre part, le membre qui a proposé de nommer le comité d'enquête est en même temps celui qui a formulé les accusations. Il n'a pas présenté de mémoire, et le comité n'a pas fait d'enquête.

Le comité a été nommé en vertu d'une résolution qui lui enjoignait "d'examiner quelles accusations, s'il y en a, ont été portées contre Wm. P. Kellogg." Il n'y a pas eu d'enquête; pas un témoin n'a été entendu; pas un mémoire n'a été présenté.